

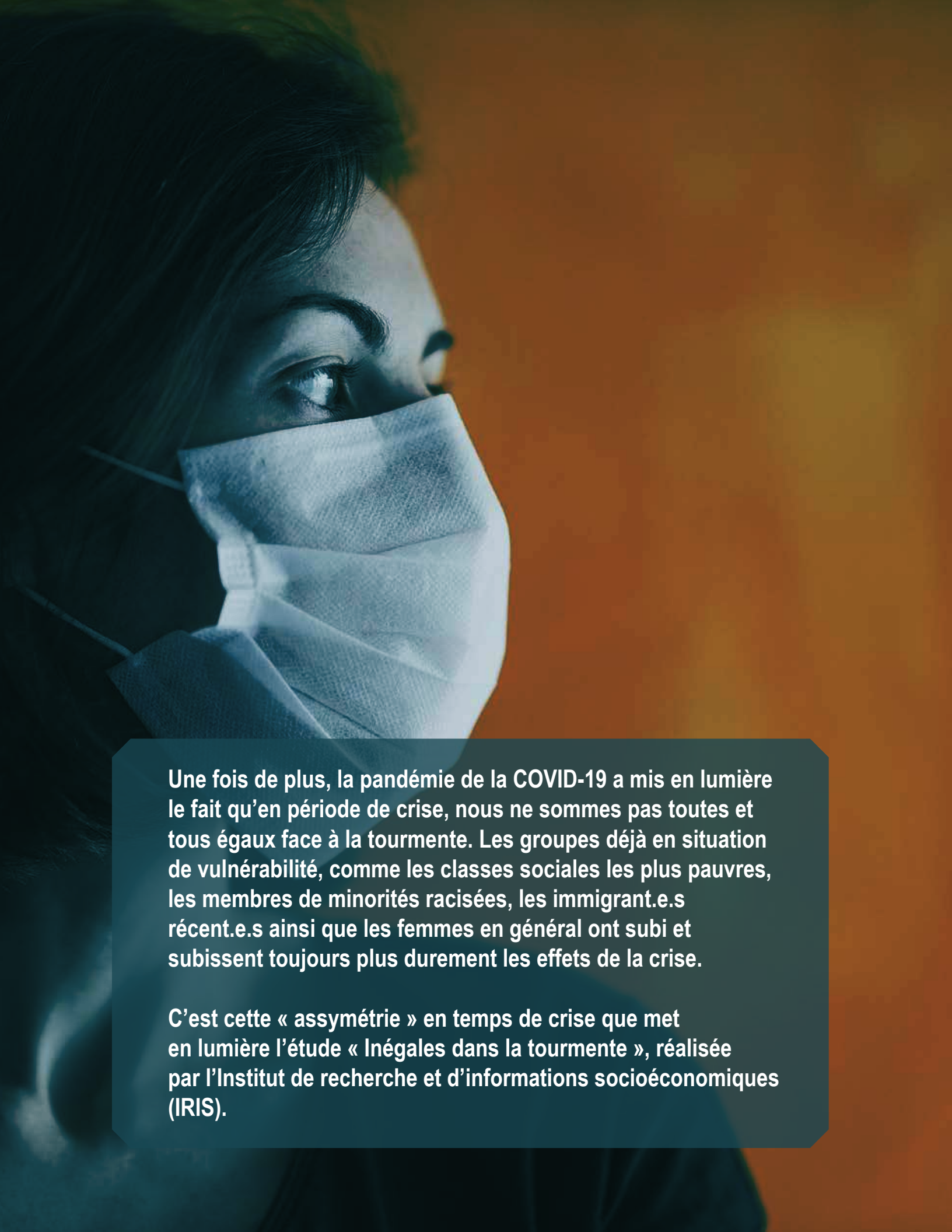
L'IMPACT DES CRISES
SUR LES FEMMES

INÉGALES DANS LA TOURMENTE



Cette fiche synthèse a été réalisée par l'Intersyndicale des femmes à partir de l'étude d'Eve-Lyne Couturier et de Julia Posca, Inégales dans la tourmente : l'impact des crises sur les femmes, IRIS, 2021, 72 p.
https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Femmes_et_crisis_WEB.pdf





Une fois de plus, la pandémie de la COVID-19 a mis en lumière le fait qu'en période de crise, nous ne sommes pas toutes et tous égaux face à la tourmente. Les groupes déjà en situation de vulnérabilité, comme les classes sociales les plus pauvres, les membres de minorités racisées, les immigrant.e.s récent.e.s ainsi que les femmes en général ont subi et subissent toujours plus durement les effets de la crise.

C'est cette « assymétrie » en temps de crise que met en lumière l'étude « Inégales dans la tourmente », réalisée par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).

PRINCIPALES « CONCLUSIONS »



Que ce soit au chapitre de l'emploi ou de la maladie, les femmes québécoises ont été davantage affectées par la pandémie que les hommes.



La position désavantagée des femmes sur le marché du travail les rend plus vulnérables dans les années qui suivent un ralentissement économique.



La crise environnementale risque d'affecter plus lourdement les femmes étant donné la part des tâches liées au soin des personnes qui leur incombe. Les femmes autochtones du Canada sont particulièrement visées par ce point.



Les plans de relance économique ou de transition écologique des gouvernements du Québec et du Canada ne tiennent pas compte de la situation des femmes dans l'économie et risquent ainsi de contribuer à reproduire les inégalités de genre au pays.

RETOUR EN ARRIÈRE

Tout au long du vingtième siècle, mais plus spécifiquement dans la foulée de la période d'après-guerre à aujourd'hui, les femmes ont progressivement pris leur place sur le marché du travail. En fait, ce sont les luttes des groupes de femmes, des syndicalistes et des militantes qui ont transformé le marché du travail pour le conquérir. En 2009, le taux d'emploi des femmes a presque rejoint celui des hommes.

Malgré cela, ce portrait ne suffit pas pour conclure en l'atteinte de l'égalité réelle hommes-femmes. C'est pour cette raison qu'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) demeure nécessaire : face à une situation sociale ou à un phénomène particulier, il faut savoir ajuster notre regard, utiliser une lunette de genre qui, dans un monde idéal, tiendrait compte de tous les angles morts.

Cela permet de constater que la majorité des femmes (60 %) occupe un nombre restreint de professions à prédominance féminine, tandis que les hommes se partagent un nombre beaucoup plus grand de professions à prédominance masculine. Les femmes sont surreprésentées dans des emplois socialement dévalorisés et moins bien rémunérés que ceux typiquement occupés par les hommes. On parle des emplois du secteur public, de l'éducation, de la santé et services sociaux, des organismes communautaires et, du côté privé, des secteurs de service (coiffeuses, esthéticiennes, vendeuses, serveuses, caissières, etc.). La discrimination systémique continue d'opérer, tant au niveau salarial qu'à l'accès aux postes de pouvoir. Pour chaque 1,00 \$ qu'une femme gagne en travaillant à temps plein, les hommes en gagnent 1,32 \$.

Un exemple éloquent nous vient de la crise économique de 2008. Le graphique qui suit montre que ce sont les femmes qui ont fait les frais de la politique d'austérité imposée par le gouvernement Charest en réponse à la crise économique de 2008-2009, ce qui s'est traduit par une perte nette de 7 milliards de dollars à leur détriment. En conséquence, les effets des compressions budgétaires ont eu des répercussions dans des domaines d'emplois majoritairement féminins, tandis que les fonds injectés pour la relance économique ont bénéficié principalement aux secteurs d'emplois à majorité masculine (construction, industrie lourde, infrastructure, etc.).

COMPARAISON DE L'ENSEMBLE DES MESURES DE RELANCE ET D'AUSTÉRITÉ POUR LES FEMMES ET LES HOMMES

M\$ constants de 2014

Québec, 2008-2015



L'IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE

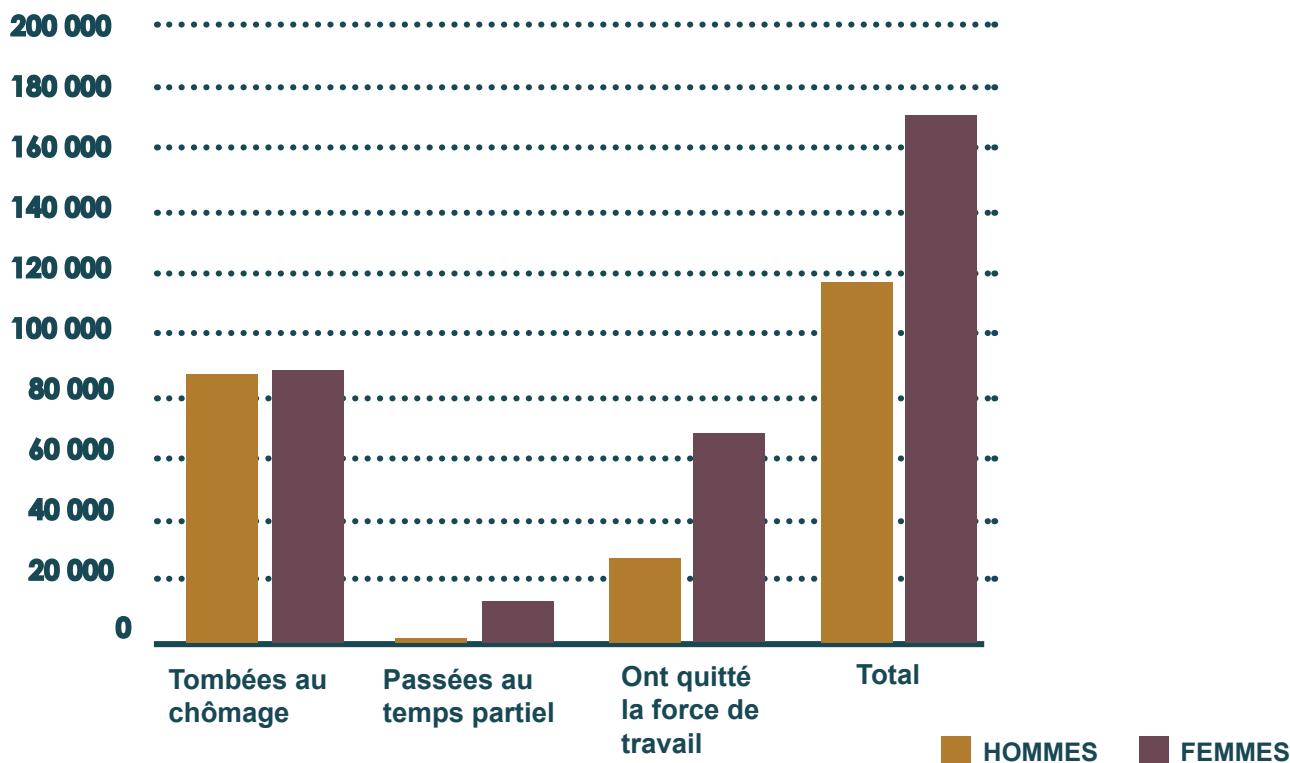
C'est dans cet esprit que l'étude publiée le 8 mars 2021 analyse les impacts de la crise sanitaire : pouvons-nous constater des effets différenciés selon les sexes? Trois observations émergent.

1. Ce sont les femmes qui sont au front de cette pandémie. Les emplois les plus susceptibles d'exposition au virus sont principalement des professions à prédominance féminine, dont les infirmières (89,5 %), les préposées aux bénéficiaires (84 %) et les éducatrices (96 %).

2. Les 450 000 emplois perdus de mars à juin 2020 ne se répartissent pas de manière uniforme. Les femmes ont connu un recul plus important que les hommes : entre 2019 et 2020, l'emploi a reculé de 11,5 % pour les femmes et de 9,3 % pour les hommes.

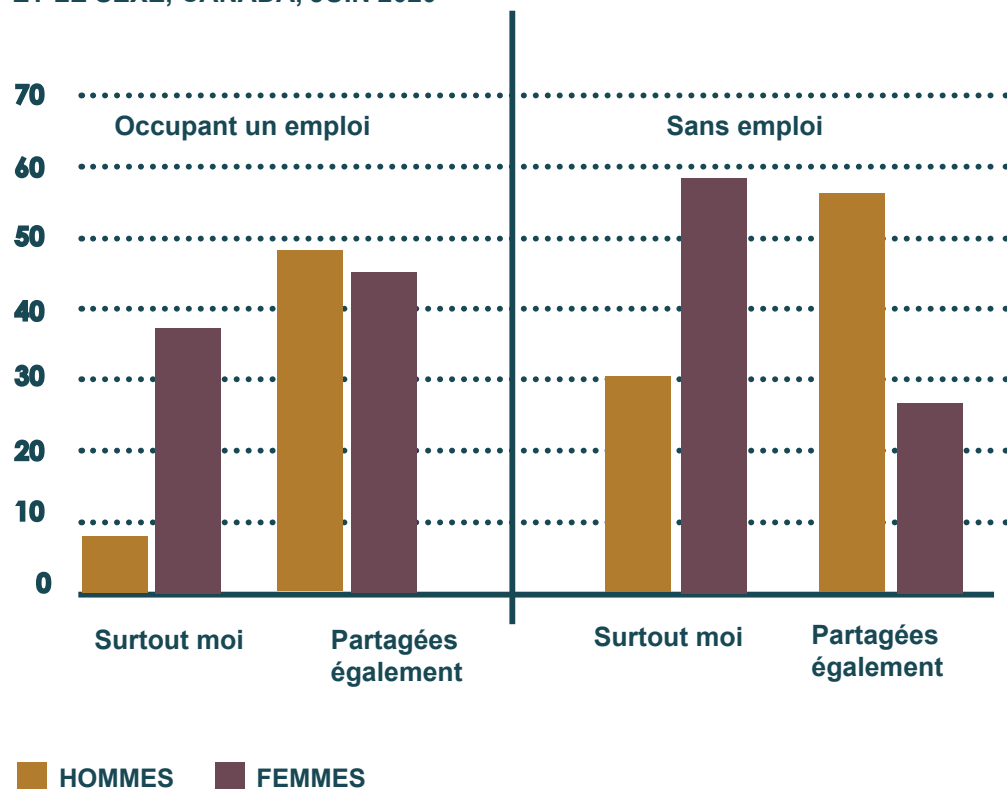
Résultat : l'écart du taux d'emploi entre les hommes et les femmes a augmenté et les impacts négatifs sur la participation au marché du travail sont plus sévères pour les travailleuses.

RÉPARTITION DES PERSONNES TOUCHÉES PAR LA CRISE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL PAR SEXE, Québec, 2020-2021



3. La pandémie fait ressortir les écarts entre les hommes et les femmes au niveau de leur perception du partage équitable des tâches domestiques.

RÉPARTITION DES TÂCHES PARENTALES SELON LA SITUATION D'EMPLOI ET LE SEXE, CANADA, JUIN 2020



SOURCE : GOUVERNEMENT DU CANADA, Statistique Canada, *Soins des enfants : répercussions de la COVID-19 sur les parents*, 14 décembre 2020, www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00091-fra.htm.



CRISE ENVIRONNEMENTALE ANALYSÉE SELON LE GENRE

L'impact différencié du dérèglement climatique et de la dégradation des écosystèmes sur les hommes et les femmes n'a pas encore été profondément analysé. Cependant, des études suggèrent que ce sont les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les personnes pauvres, qui subissent davantage les conséquences de ces phénomènes – et que la responsabilité plus grande des femmes envers leur foyer les amènera à contribuer aux stratégies destinées à combattre les changements climatiques.

Tout objectif de réduction des émissions de carbone doit être analysé dans une perspective écoféministe. Dans le contexte de relance économique postpandémie, est-il toujours souhaitable de favoriser les secteurs d'emplois masculins, comme la construction, plutôt que les secteurs de travail féminins, comme la santé, l'éducation ou les services sociaux? Cette question se pose, d'autant plus que ces emplois traditionnellement féminins sont les moins énergivores!

Une perspective écoféministe sur l'économie, en partant de la position particulière des femmes dans le capitalisme, permet de voir que la seule croissance du PIB ne mesure pas véritablement l'enrichissement d'une société. On voit les conséquences du développement économique et de la conception utilitariste de la nature. Pour les mêmes motifs, les gouvernements devraient se fixer des objectifs sociaux pour éviter de reproduire, voire d'accentuer, les inégalités de genre. Une telle perspective permettrait de rendre visible ce que l'économie classique garde dans l'ombre : la valeur du travail domestique, la reconnaissance du travail invisible et l'importance du travail dit essentiel pour le bon fonctionnement de la société.

